



Nous ne siégerons pas à ce CT, car nous ne voulons ni cautionner, ni participer d'aucune façon que ce soit aux énièmes suppressions d'emplois qui s'empilent d'année en année malgré nos oppositions renouvelées.

La relocalisation d'une quarantaine de postes sur le CGR et SLREM n'est qu'un miroir aux alouettes. Qu'en sera t-il de la pérennité de ces 2 services, ainsi que des autres services de notre département ?

A quand un pôle national pour chacun d'entre eux ?

Vous avez reconnu vous-même que les collègues de MONTPELLIER et de CLERMONT-FERRAND ne suivront pas (au moins pour leur très grande majorité) leur mission, d'où un appel à candidature national mi-décembre pour pourvoir ces postes.

Si des collègues du 87 sont intéressés, on déshabillera Pierre pour habiller Paul, et quoi qu'il en soit avec l'évaporation naturelle (retraites, mutations...) que restera-il de ces postes à moyen terme ?

Sans parler des pertes d'emplois suite à fusion/absorption à l'image de la fusion des SIE au niveau départemental qui se traduit par la suppression d'un emploi en dépit du transfert d'activité des SIE de ST JUNIEN ET ST YRIEX.

Il en est de même de l'incidence des suppressions des trésoreries de CHALUS, PIERRE-BUFFIERE et SAINT LEONARD de NOBLAT qui se traduit, entre autres, par le transfert de l'activité recouvrement de l'impôt vers les SIP.

Et au final : suppression d'1 emploi au SIP de LIMOGES et 1 à la trésorerie de SAINT JUNIEN !

La mission de contrôle fiscal est à nouveau impactée avec -1 A en BDV et -1 A au PCE (reprise d'un emploi fléché).

Sur la forme, et malgré nos demandes réitérées maintes fois :

- vous persistez à nous convoquer au sortir des vacances scolaires, rendant la préparation de ces CT compliquée, voire impossible, encore plus en cette période de l'année et compte-tenu du contexte sanitaire ;

- la communication entre la direction et les services est toujours inexistante.

A titre d'exemple, nous avons vu arriver la dernière semaine de décembre, des employés de la société RAYNAUD chargés d'installer des volets roulants sur le site de CRUVEILHIER sans information au préalable des services et OS concernés par ces travaux.

En outre, les ouvriers ont dû débarrasser en toute hâte les matériels informatiques et les bureaux dans lesquels ils intervenaient pour pouvoir accéder aux fenêtres, travaux non inclus dans leur mission.